

Une vision de la crise de 2001 en Argentine : le film documentaire *Memoria del saqueo* de Fernando Solanas¹

JOSELYN FERNANDEZ
(Université Paris-Est-Créteil)

Résumé

En 2001 les fondements de la société argentine sont ébranlés par la crise de la dette. Le monde dans lequel vivaient les Argentins avait été miné par les politiques libérales et en décembre 2001 le pays se réveilla en situation de faillite. Les conséquences sociales en sont telles que le réalisateur argentin Fernando Solanas les qualifie de « génocide social ».

Cet article se propose d'analyser la vision de la crise argentine présentée par le film documentaire *Memoria del saqueo* de Fernando Solanas. En effet, ce film montre, explique et analyse les mécanismes à travers lesquels l'Argentine est arrivée à la situation qui est la sienne en 2001. Nous y trouvons un regard froid, sans concessions, une étude microscopique de la crise, avec tout ce que cela comporte de complicités, d'indignités, d'immoralité et de corruption.

Mots-clés. Argentine crise 2001, Fernando Solanas, *Memoria del saqueo*.

Abstract

In 2001 the foundations of the Argentinian society were shaken by the debt crisis. The world the Argentines lived in had been undermined by policies favouring the free-market economy, and in December 2001 the country found itself bankrupt. The social consequences were termed a "social genocide" by Argentinian director Fernando Solanas. This article seeks to analyse the view of the Argentinian crisis presented by Solanas' documentary film *Memoria del saqueo*. The film shows, explains and analyses the mechanisms which brought about the situation in Argentina in 2001. It is a detached, uncompromising, clinical study of the crisis and of the complicities, indignities, immorality and corruption involved.

Keywords. Argentinian crisis 2001, Fernando Solanas, *Memoria del saqueo*.

1

Le réalisateur argentin Fernando Solanas fait partie de ceux qui s'élèvent contre le modèle économique et social qui prévaut en Argentine depuis longtemps et revendique la refondation de l'Argentine. Dans ce cadre il présente le film documentaire *Memoria del saqueo*.

Dans *Memoria del saqueo* le réalisateur dénonce les responsables et les mécanismes qui sont à l'origine de la crise économique de 2001 et, dans un même temps, par le biais de témoignages de personnes affectées par celle-ci, il montre les conséquences sociales de cette crise. Nous allons nous intéresser à analyser à travers ce film les événements qui ont secoué l'Argentine en 2001. Signalons au passage qu'en 2005, une année après *Memoria del saqueo* Solanas a consacré son film *La dignidad de los nadies* aux conséquences de la crise racontées par ceux qui en souffrent. Ce sont de véritables « récits de vie ».

Dans *Memoria del saqueo* la vision de la crise du modèle argentin nous renvoie, à une philosophie qui a pour fondement la notion de classes sociales : ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas. Il y a une séparation très nette entre les deux. Le désir de posséder des richesses sous toutes leurs formes est à l'origine de la déliquescence, de la corruption, de l'immoralité de l'oligarchie argentine et de ses politiciens. Solanas met en relief les effets dévastateurs de l'argent comme, par exemple, la dégradation morale. Cela provoque la réaction du peuple qui se bat pour des valeurs qui ne sont pas marchandes. Les premiers sont les corrompus, les traîtres, les voleurs, les menteurs, ceux qui sont prêts à servir les intérêts de l'étranger plutôt que ceux de leur propre pays, en empochant au passage des dessous de table, et qui, pour ce faire, utilisent jusqu'à la violence, les seconds les « nadies », les « gens de peu », les dépossédés incarnent les vraies valeurs : la dignité par-dessus tout mais également l'espoir, la solidarité, la justice, la résistance pacifique en défense du patrimoine de la Nation face à tous ceux qui estiment qu'on n'y peut rien. Au fond ils réclament de pouvoir décider de leur destinée, le droit à la pensée.

Le jeu permanent de parallélismes, d'oppositions et de contrastes servira de fil conducteur et mettra en évidence les différences entre ces deux mondes ; ceux qui ont mené le pays à la crise et ceux qui la souffrent ; ceux qui se sont mis au service du grand capital, des finances, et les autres, ceux qui n'ont pas d'argent, ceux qui n'ont jamais pensé devoir faire face aux institutions financières, ceux pour qui les valeurs sont le travail nécessaire pour gagner leur vie, pour nourrir leur famille, pour élever leurs enfants, l'honnêteté en toute chose ; les gagnants et les perdants.

Il faut rappeler que dès 1968 avec son film documentaire *La hora de los hornos* Solanas dénonçait le modèle adopté par l'Argentine ainsi que les instigateurs de celui-ci, les mêmes qui avaient renversé le gouvernement de Juan Domingo Perón en 1955, et les conséquences sur le pays. Ce premier film documentaire est profondément péroniste.

Depuis *La hora de los hornos*, l'histoire de ce pays a été ébranlée par plusieurs événements qui ont mené le pays à la catastrophe.

Memoria del saqueo, un documentaire de 2004 qui a obtenu un Ours d'or d'honneur au Festival de Berlin de la même année, est organisé en dix chapitres bien définis par leur titre comme un livre. Dans chaque chapitre il y a souvent d'autres titres ou des dates qui donnent des points de repères facilement saisissables par le spectateur qui, sans ces derniers, risquerait d'être noyé par la masse d'information. Ce choix montre la volonté pédagogique du réalisateur. L'histoire est racontée par une voix off, celle du narrateur, entrecoupée par des témoignages qui viennent illustrer les propos de la voix off. Ils semblent être là pour confirmer ce que le narrateur dit, pour lui donner de l'autorité. Par ailleurs, il faut souligner que ce mécanisme, le passage à un dialogue dans lequel une seule voix se fait entendre, donne de la légèreté au film et attire l'attention du spectateur qui reçoit ces propos directement, sans intermédiaire ; d'autant plus que, en général, le réalisateur, dont on devine la présence hors-champs, ne fait aucun commentaire.

En ce qui concerne la période étudiée, le documentaire fonctionne en boucle. Il commence en 2001, fait un retour en arrière dans l'histoire argentine depuis son indépendance pour fixer son point de départ en 1976 avec l'arrivée de la dictature militaire. Ce retour au passé permet à Solanas de démontrer que la situation de l'Argentine de 2001 ne résulte pas de la seule conjoncture internationale défavorable mais davantage de choix politiques faits depuis longtemps. A partir de 1976 le récit est chronologique pour revenir à la fin à l'année 2001. Dans la conclusion il y a un prolongement sur l'année 2003 indiquant que Néstor Kirchner vient d'être élu président de la république Argentine.

La voix off du réalisateur (sauf exception, parfois Solanas n'est pas hors-champ) raconte l'histoire du saccage des richesses du pays sur lequel il porte un regard froid et sans concession. Une des particularités de cette voix off est qu'elle semble vouloir raconter les faits du « dehors », en particulier par l'intermédiaire du rythme, de la cadence de l'élocution, mais celui qui parle est aussi un protagoniste de cette histoire, il l'a vécue « de l'intérieur ». C'est pourquoi, à notre avis, cette voix n'est pas neutre, elle reflète une idéologie à l'opposé de l'idéologie dominante, et elle sous-tend l'analyse faite par le réalisateur et explique la proximité de celui-ci par rapport aux gens auxquels il donne la parole.

Dans *Memoria del saqueo* Solanas souligne que la crise de 2001 a pour origine l'endettement du pays ; cite les noms des responsables et démonte les mécanismes qui l'ont provoqué.

Les responsables clairement désignés sont les politiques argentins et leurs acolytes nationaux mais également les grandes entreprises étrangères et les organismes internationaux, ce que Solanas qualifie de «mafiecratie», l'alliance entre le pouvoir économique, la classe politique et les banques.

La voix off se pose la question de savoir comment l'Argentine se retrouve si endettée. En réponse, Solanas se focalise plus particulièrement sur deux mécanismes, l'un, les taux d'intérêt volatiles, l'autre un tour de passe-passe qui transforme la dette privée en dette publique. Il s'agit de la dette de banques étrangères installées en Argentine, celle des multinationales ainsi que celle de grandes entreprises locales.

En effet, la crise du pétrole de 1973 provoque un grand excédent de pétrodollars ainsi qu'une importante offre de crédits à un taux relativement bas (3% environ). Mais en 1981 les taux sont trois fois plus élevés et les pays endettés ne peuvent pas y faire face.

En ce qui concerne la transformation de la dette privée en publique, la réponse et l'analyse sont apportées dans le chapitre un -1- du film « La deuda eterna », par deux personnes interviewées. En effet, Solanas fait appel à des spécialistes en la matière. Le jeu de mots du sous-titre (*deuda eterna/ deuda externa*) met en relief l'ampleur de la situation et le fait qu'une telle dette soit tout bonnement impossible à rembourser.

Le premier spécialiste est Alfredo Eric Calcagno, économiste de la C.E.P.A.L. Il explique tout d'abord que ce n'est pas l'Argentine qui doit de l'argent aux banques mais tout le contraire. Cette première affirmation d'emblée vient à l'encontre des idées reçues. En effet, il signale que depuis 1971 la jurisprudence argentine oblige, en cas de difficultés, les maisons mères des banques à prendre en charge les dépôts bancaires de leurs clients à l'étranger. Or, c'est l'Etat argentin qui a pris en charge ces dettes.

Pour ce qui est de la dette extérieure du pays, l'économiste souligne son illégitimité. D'un point de vue moral il estime illégitime le remboursement d'une dette à la banque internationale quand le pays compte 18 millions de pauvres et 9 millions d'indigents (rappelons que la population de l'Argentine est d'un peu moins de 40 millions d'habitants). D'un point de vue économique cette illégitimité vient des taux d'usure appliqués, puisque à un taux normal la dette argentine aurait été payée dès 1988. Voilà une situation que les Européens sont, aujourd'hui, obligés de regarder en face.

La deuxième personne interviewée, Salvador Lozada, est un ancien magistrat argentin.

Il donne une définition, fait une analyse de ce qu'est une dette publique et développe également le concept de « dette odieuse ». La dette publique n'existe pas s'il n'y a pas de bénéficiaire public ; et une dette est considérée comme « odieuse », lorsque, entre autres raisons, elle a été contractée par un gouvernement illégitime et qu'elle a servi à agir contre le peuple, ce qui semble s'appliquer au cas argentin pendant la période de la dictature de 1976. Par conséquent, des organismes internationaux comme le F.M.I et la Banque Mondiale ne pourraient aucunement réclamer le remboursement des prêts qu'ils ont octroyés à la junte argentine, d'autant plus que la plupart de ces crédits servait à l'achat d'armes pour l'appareil répressif d'Etat.

Il semble évident que les gouvernements argentins qui sont arrivés après la dictature de 1976-1983 n'ont pas pris en compte la possibilité de dénoncer la dette. Bien au contraire, ils ont tout mis en œuvre afin de la payer, pressés bien sûr par les créanciers. Les voix qui s'élèvent, soit pour mettre en garde sur les conséquences de telles décisions, soit pour en proposer d'autres, non seulement ne sont pas entendues mais elles sont, de surcroît, étouffées. C'est le cas d'un certain nombre de parlementaires et du réalisateur lui-même qui sera blessé parce qu'il s'opposait aux privatisations décidées par le gouvernement du président Menen.

Permettez-nous de faire une courte chronologie, avant de continuer.

L'histoire du peuple argentin est jalonnée de coups d'états militaires et de dictatures. La dernière en date s'est installée le 24 mars 1976.

Juan Domingo Perón gouverna l'Argentine à trois reprises, de 1946 à 1952 ; de 1952 à 1955 ; de 1973 à 1974, année de sa mort.

Perón n'a pas pu aller jusqu'au terme de son deuxième mandat à cause d'un coup d'état militaire qui le renversa le 16 septembre 1955. Le péronisme est proscrit et Perón va s'exiler en Espagne. Deux autres présidents suivent (1958-1962 et 1963-1966) renversés à leur tour par des coups d'Etats.

En 1966, Juan Carlos Onganía (1966-1970) est à la tête du gouvernement de facto. Dès son arrivée il déclara que son gouvernement ne se fixait pas des délais mais des objectifs à atteindre, c'est-à-dire qu'il n'avait pas l'intention de passer le pouvoir aux civils, il comptait y rester. L'histoire du peuple argentin continuera à être jalonnée de coups d'états militaires : Roberto Levingston (1970-1971), Alejandro Lanusse (1971-1973) qui convoque des élections.

Héctor Cámpora, candidat à la présidence pour le FreJuLi (Front Justicialiste de Libération) remporta l'élection et gouverna pendant quelques jours (45). On observe alors un moment d'indécision qui va conduire à des nouvelles élections, remportées cette fois par Juan

Domingo Perón le 23 septembre 1973 ; son épouse Isabel Martínez de Perón est élue vice-présidente. Perón meurt le 1^{er} juillet 1974 et, comme le prévoit la Constitution, c'est la vice-présidente, sa troisième épouse, qui lui succède à la tête de l'État. C'est sous le gouvernement d'Isabel Perón que le groupe paramilitaire armé, Alianza Anticomunista Argentina ou triple A entreprend ses actions violentes. Ce gouvernement prendra fin le 24 mars 1976 lors du coup d'état dirigé par le général Jorge Rafael Videla.

Le retour à la démocratie advient après la défaite de la guerre des Malouines. En décembre 1983, Raúl Alfonsín, membre du parti Unión Cívica Radical, prend les rênes de l'Etat. Cependant, Alfonsín décide de mettre fin à sa gestion avec quelques mois d'avance. Il est remplacé par un autre gouvernement démocratiquement élu, celui du péroniste Carlos Saúl Menem, en 1989.

Pendant sa première présidence d'une durée de six ans, Menem obtient une réforme de la Constitution en 1994 qui réduit le mandat du président de la république à une durée de quatre ans et qui l'autorise à se représenter sans être obligé d'attendre, ce qui était le cas auparavant. Menem sera le premier, bien sûr, à en bénéficier. Il sera réélu en 1995, son mandat prendra fin en 1999 quand Fernando de la Rúa remportera les élections.

Carlos Menem est péroniste tout comme Solanas. Dans *Memoria del saqueo* Solanas dénonce non seulement les mesures prises par les gouvernements issus de l'Unión Cívica Radical, mais attaque aussi avec force la politique du gouvernement Menem. Il montre l'évolution suivie par le mouvement péroniste, lequel est favorable à l'industrialisation et populiste dans un premier temps, puis converti à l'ultra-libéralisme avec Menem. En effet, le parti justicialiste qui conduit des réformes destinées à limiter l'intervention de l'Etat dans l'économie et à augmenter son insertion internationale est un parti qui traditionnellement ne partageait pas ces théories. Et c'est contre ce péronisme-là que Solanas s'élève. Il dénonce la globalisation néolibérale qui exige ce genre de mesures et qui provoque ce qu'il appelle « une agression invisible » qui se produit dans un cadre démocratique.

Le chapitre quatre du documentaire intitulé « El modelo económico », s'attarde sur les mesures prises afin d'obtenir des devises et les consacrer au service de la dette.

Quelques mois à peine après la prise du pouvoir, le président Menem réussit à faire voter la loi sur la réforme de l'Etat qui lui octroie un immense pouvoir et lui permet de gouverner par décrets d'urgence. La porte est ainsi ouverte aux privatisations comme l'illustre la célèbre phrase prononcée par le ministre de l'économie « Nada de lo que no deba ser estatal permanecerá en manos del Estado ». Le documentaire souligne cette phrase par un premier plan de la gravure de Théodore de Bry : Première rencontre de Christophe Colomb avec les

indiens tainos (le 12 octobre 1492), où on voit les Indiens s'approcher du nouveau venu avec les mains pleines de trésors. Par l'intermédiaire de cette gravure et sans mot dire, Solanas, souligne que le saccage de l'Argentine comme celui de tout le continent américain avait commencé dès l'arrivée des Européens.

La manière dont les privatisations se sont faites est dénoncée à plusieurs reprises dans le documentaire et en particulier lors d'un entretien avec un ancien député (Démocratie Populaire) Alberto Aramouni. Celui-ci affirme que les privatisations se faisaient sans établir un inventaire ou un bilan des entreprises, sans faire un audit afin de connaître la situation financière réelle des entreprises et de leur valeur. Par l'intermédiaire de la réforme de l'Etat, le Parlement a apporté un véritable soutien au « saccage des biens » du pays, selon les termes d'Aramouni. Ces déclarations sont suivies d'un nouveau plan de la caméra sur les parlementaires en liesse qui se félicitent d'avoir voté la privatisation du fleuron de l'industrie argentine, la compagnie pétrolière YPF et la compagnie du gaz. Il faut remarquer l'utilisation du terme saccage. Il n'est pas du tout employé, contrairement à ce qu'on entend parfois, pour parler du pillage de magasins réalisé par les gens affamés, mais bien pour dénoncer la mise à sac des biens de la Nation.

La mesure phare du gouvernement Menem, pour redresser l'économie du pays, est le plan de convertibilité de mars 1991 : un dollar équivalent à un peso, car il met un terme à l'hyperinflation. Mais en même temps elle rend la monnaie argentine plus forte. Une monnaie plus forte limite les exportations et ouvre le pays aux importations. Le commerce, l'industrie, ne peuvent pas faire face à la concurrence. Les fermetures et le chômage découlent directement de cette mesure. Le gâchis économique est mis en relief, dans le film, par l'énumération des produits que l'Argentine exportait jusqu'alors, des produits industriels, et ceux qu'elle est obligée d'importer désormais, des produits de base, même des aliments. L'Argentine mondialement connue comme « el granero del mundo », ne peut plus nourrir sa population.

Des images de la ville de Buenos Aires établissent un rapport d'analogie avec le commentaire. Les commerces fermés avec un écriteau « à louer » sur la porte et les machines abimées d'une usine désaffectée, alors qu'un homme dort au froid dehors sur le trottoir côtoient le panneau « vente de dollars » d'une maison de change et « l'Argentine pizza et champagne », l'Argentine qui tire profit de la situation. Dans l'optique qui est celle de *Memoria del saqueo* Solanas souligne par les images l'opposition entre la vérité-réalité des perdants et le mensonge de l'Etat, celui des gagnants.

La plus célèbre des mesures est le « corralito ». Cette décision de limiter le retrait d'argent des épargnants a été prise (1^{er} janvier 2001) par le gouvernement radical de Fernando de la Rúa. Ce dernier était membre de Unión Cívica Radical, parti dont les racines remontent au XIXe siècle ; Raúl Alfonsín qui avait pris les rênes de l'Etat après la dictature militaire était également issu du radicalisme.

Quelques jours après le « corralito », les fonds de pension sont amenés à transformer leurs dépôts bancaires en titres publics afin de financer les dépenses de l'Etat. Ces décisions furent prises une fois que 15 milliards de dollars avaient quitté le pays pour rejoindre des marchés plus juteux. Pour les Argentins c'est un hold-up. Elles provoquent la colère et le désespoir des petits épargnants. La classe moyenne s'appauvrit et les plus défavorisés sont totalement démunis. Mais le pire reste à venir. En effet, en janvier 2002, le nouveau président par intérim Eduardo Duhalde et son équipe économique dévaluent le peso de 20% et décident la suppression de la parité peso-dollar. On appelle ce phénomène la « pesification » de l'économie. Quand les Argentins récupéreront leurs économies elles leur seront restituées en pesos dévalués. Auparavant, en décembre 2001, le président en exercice jusqu'au 30 décembre, Rodríguez Sáa, avait déclaré le *défaut* sur une partie de la dette du pays.

Nous nous permettons à nouveau un rappel historique tant l'histoire argentine est riche en évènements à la fin de l'année 2001. Après le départ du président élu Fernando de la Rúa, vont se succéder plusieurs présidents en quelques jours. Le dernier de la série est le sénateur Eduardo Duhalde, ancien gouverneur de la province de Buenos Aires. La présidence de Duhalde (2002-2003) va compléter la période présidentielle que de la Rúa avait initiée. Duhalde laissera la place à Néstor Kirchner (mai 2003- décembre 2007) élu président en 2003.

C'est l'administration Duhalde qui annule la loi de convertibilité et dévalue le peso argentin. Face aux critiques que cette dévaluation a soulevées, dans le film de Solanas, un passionné de ce modèle économique comme il se qualifie lui-même s'insurge contre ceux qui prétendent que ce modèle appauvrit les gens, qu'il « fabrique des pauvres ».

Le plan suivant de la caméra arrive tandis qu'on entend encore la voix du défenseur du modèle de sorte qu'avant même qu'il ait fini, la réalité d'un quartier pauvre inondé lui répond.

Un plan d'ensemble se focalise sur une rue d'un quartier pauvre inondée. Le spectateur voit une image de désolation, le ciel menaçant. Une image spéculaire avec des petites maisons, des arbres, des lignes électriques, des panneaux ; le tout se reflète dans l'eau tout en reproduisant le réel, renforçant ainsi l'impression de désolation du paysage. De ce fait le paysage apparaît comme irréel. Ensuite la caméra suit deux hommes qui marchent dans

l'eau avec leur pullover retroussés sur le ventre et une voix off commente : « Ça fait longtemps que nous vivons ici ». Cette phrase confirme que ce paysage apparemment irréel est bien réel, c'est le monde dans lequel lui et beaucoup d'autres vivent. Le spectateur découvre ensuite l'homme qui est en train de parler et qui explique leur situation. Non seulement les responsables n'ont jamais rien fait en leur faveur mais de plus ils se sont appropriés l'argent que la collectivité avait pour canaliser le ruisseau et éviter ses débordements. On les a volés. Cet homme a une réflexion très intéressante lorsqu'il affirme que ce sont « eux », c'est-à-dire les responsables, les voleurs, qui ont appris au peuple à voler. Cette affirmation explicite clairement le rôle attendu des gens d'en haut, la probité, l'honnêteté, l'exemplarité. Or, les élus ne représentent plus ces valeurs, ils n'ont plus de légitimité.

L'histoire de ce quartier est simple et terrible. Les enfants ne peuvent pas aller à l'école, si l'un des leurs est malade les ambulances ne peuvent pas emprunter les rues pour lui porter secours. Ce sont des victimes du désengagement de l'Etat, des coupes dans le budget public qui touchent les principaux services, la construction d'infrastructures, la santé, l'éducation. De l'ancien modèle du passé d'un Etat timidement prévoyant il ne reste plus rien. Il ne s'occupe plus des gens les plus modestes, au contraire, il les spolie. Cependant, ils ne sont pas prêts à se laisser faire. Leur seul recours pour se faire entendre, est de couper les routes. L'homme qui les représente l'explique très clairement, « nous sommes pauvres » dit-il « mais nous voulons vivre dignement comme nous le méritons ». Il n'y a pas d'opposition entre pauvreté et dignité, bien au contraire. Ils ne sont pas prêts à se laisser bercer par des fausses promesses ou à accepter l'aumône, ils se battent pour défendre leur dignité.

Dans le chapitre neuf de *Memoria del saqueo* dont le titre est « El genocidio social », deux médecins d'un hôpital pour enfants de la province de Tucumán, témoignent sur les conséquences que les mesures de réajustement économique ont sur la population qu'ils côtoient.

Depuis qu'elle a pris le dessus sur les autres provinces, la richesse en Argentine se concentre dans la province de Buenos Aires. C'est l'essor de la pampa humide (un peu moins à Santa Fe et Córdoba), productrice de céréales et actuellement consacrée à la culture du soja. Tandis que certaines des provinces situées au Sud et au Nord de Buenos Aires, comme celle de Tucumán au Nord-ouest, au climat tropical, jadis riches grâce à la culture de la canne à sucre, dont l'économie a été détruite à cause de mesures prises par différents gouvernements, sont aujourd'hui dans une situation d'extrême pauvreté.

En effet, quand des mesures d'ajustement sont prises, les salaires et les retraites baissent, les prix des produits de première nécessité montent, l'action sociale mise en place par l'Etat elle aussi décroît. Ces médecins se basent sur des chiffres d'une part et sur leur expérience professionnelle d'autre part pour dénoncer la malnutrition des enfants et des familles ainsi que la mort prématurée d'un grand nombre par manque d'alimentation et à cause de leur conditions de vie. Encore une liste de situations dénoncées par les images et les propos.

Au début de ce chapitre les images montrent un ruisseau assez trouble où des enfants sont en train de jouer et la musique de fond est une chanson folklorique très douce qui parle d'enfants et de cerfs volants ce qui marque le contraste. Le choix du folklore n'est pas anodin car il met en valeur cette musique nationale, populaire et traditionnelle, celle qui plonge ses racines dans la terre argentine si méprisée par les chantres de l'ouverture internationale.

Un travelling de la caméra vers la gauche suivant le cours du ruisseau présente le décor : au loin des barres d'immeubles d'une ville, au premier plan un cheval et de la ferraille en pagaille. Le plan suivant présente une vue d'ensemble d'une décharge et un enfant qui court assez joyeusement semble-t-il vers la caméra mais sans la regarder. Solanas montre l'individu et son contexte. Ensuite la caméra fait découvrir la ville en suivant le déplacement de la voiture où elle se trouve jusqu'à l'arrivée à l'hôpital. Le spectateur voit une ville assez modeste aux rues désertes.

La caméra pénètre alors dans l'hôpital et accompagne dans son déplacement l'un des médecins dont l'histoire est racontée par la voix off. Caméra et médecins s'arrêtent dans une grande chambre à plusieurs lits et le médecin qui a pris la parole continue son récit pour raconter leur impuissance totale face à cette « maladie » ; ils n'ont pas les armes pour vaincre la faim.

L'indignation des médecins s'est exprimée dans un combat des personnels de l'hôpital en 1982. Ils se battaient et se battent encore pour la reconnaissance de l'humanité de leurs patients face à la deshumanisation qu'on veut leur imposer. Tous leurs droits ont été bafoués. Ces gens ne sont pas un sous-produit de la société, déclarent-ils, ils ont des droits, droit au logement, à la nourriture, à l'eau potable.

Ces médecins dénoncent un « génocide social ». Ils pensent que les 10% de la population qui possèdent toutes les richesses veulent faire disparaître ceux qui n'ont rien. Les pauvres de la province de Tucumán font partie de ces « negros, pardos, villeros » si méprisables et dont le pays n'a pas besoin pour faire partie du club si sélectif des grandes économies de ce monde.

L'entretien avec ces médecins contredit très clairement ceux qui affirment que le modèle économique argentin ne produit pas de pauvres. Pendant que la caméra fait un travelling en plan général sur une décharge, Solanas affirme que l'Argentine peut nourrir 300 millions de personnes. A cette affirmation sur ce qui serait possible s'opposent les images qui montrent ce qui est. Le réalisateur commence alors à égrener le nombre d'enfant, de jeunes, d'adultes, de vieillards morts par jour de maladies qui peuvent être soignées. Ces données sont ponctuées par un clavier de piano qui sonne inlassablement la même note. Le chapitre prend fin dans une petite maison où a lieu la veillée funèbre d'une enfant, sûrement l'une de celles qui souffrent du manque de nourriture et du manque d'accès aux soins. Un bandonéon, instrument symbole du tango, de la musique des quartiers, joue quelques accords tristes qui accompagnent les pleurs de la mère. Ces quelques notes influencent la perception du spectateur au niveau émotionnel et lui font ressentir la douleur de cette mère en particulier, ce sentiment dont certains estiment les pauvres dépourvus. Ce chapitre du documentaire fait tout pour marquer les esprits mais il ne s'adresse pas seulement à l'émotion, il veut faire réfléchir.

On entend au loin les cloches d'une église sonner le glas, suivies de klaxons de voitures annonçant le plan suivant qui s'ouvre sur le sous-titre « Los organismos internacionales ». Les cloches sonnent pour les pauvres comme les klaxons des voitures pour des gens aisés qui fêtent, en sinistre opposition, les plans économiques imposés au pays par les organismes internationaux, ceux qui imposent des relations Nord-Sud injustes. Leur action ne peut pas rester impunie car il s'agit de crimes de lèse-humanité en temps de paix, déclare Solanas. Il est fort probable que le spectateur, qui a regardé ces images de désolation et a suivi pas à pas le démantèlement de la trame secrète organisée pour s'appropriier les richesses du pays, partage ce point de vue ou tout du moins se pose des questions.

Comme nous l'avons vu tout au long de ce travail, la population argentine et en particulier les plus fragiles a souffert et reçu de plein fouet les conséquences négatives des politiques néolibérales que Solanas dénonce. Cependant, comme l'ont fait les médecins de Tucumán et les habitants du quartier inondé, les Argentins ont résisté. Les uns, les médecins, en manifestant et en écrivant un document pour faire connaître la situation de leur hôpital et le sort que les mesures d'ajustement réservaient aux enfants en particulier, les autres, les *piqueteros* coupant les routes. Les *piqueteros*, ceux qui ne comptaient pas, ceux qui n'avaient pas le droit à la parole, ont entrepris une forme de lutte et de résistance différente. Ils ont inventé leur propre mode d'expression. Face à un gouvernement qui prétend prendre toutes les décisions, ils revendiquent leur droit à participer.

D'autres secteurs de la population, comme les épargnants et les retraités, se sont également lancés dans des manifestations pacifiques en défense de leurs droits et de leur dignité.

Du point de vue cinématographique il faut souligner que les séquences consacrées aux luttes des Argentins sont généralement filmées en prise directe et la bande son également. Le spectateur est en contact direct avec ceux qui s'expriment. C'est le cas de la séquence des épargnants et des retraités. Ils sont pris sur le vif de l'action, en train de taper sur les casseroles et d'exprimer leur indignation.

Concernant ces deux catégories, les personnes qui s'expriment, à l'instar de l'homme du quartier inondé, soulignent d'une part qu'elles ont été volées, spoliées par l'Etat, censé pourtant les protéger et d'autre part elles signalent qu'elles se battent pour faire valoir leurs droits de manière pacifique. C'est le monde à l'envers comme le signale un passant. A partir de leurs propos, le spectateur comprend aisément que le vol de l'argent c'est le vol d'une vie, l'essentiel c'est qu'on leur a volé une vieillesse digne après parfois 65 ans de travail, qu'on a détruit tout ce à quoi ils croyaient.

Nous allons concentrer notre étude au sujet de la résistance populaire sur le dernier chapitre du film le numéro 10 dont le titre est « El fin de la historia ».

L'introduction faite à ce chapitre par la voix du réalisateur n'est pas surprenante. En effet, le spectateur qui ne connaît pas l'histoire argentine et qui a regardé le documentaire jusque là peut s'imaginer qu'en effet, les Argentins ont été vaincus, que les gagnants sont toujours les mêmes, à savoir les Menem et compagnie. Justement, non. C'est ce que Solanas dit à son public. Non, ce n'est pas comme cela que l'histoire finit. Malgré les enfants morts de faim, la pauvreté extrême, le vol des richesses du pays et de sa population, tout n'est pas perdu. Les apologistes du modèle n'ont pas pu le mener totalement à son terme. Ils n'ont pas réussi, malgré toutes les précautions qu'ils ont prises, à tout privatiser, et tout ce qui a été vendu peut être récupéré. Mais si l'Argentine n'est pas totalement exsangue en décembre 2001, c'est parce que le peuple Argentin n'a jamais cédé, il n'a jamais cessé de se battre. Le réalisateur qui à d'autres moments du film égrenait le nombre de morts, ou la liste des coups sombres que les gouvernements successifs avaient assenés au pays, énonce maintenant calmement, avec en toile de fonds les tambours qui accompagnaient souvent les Argentins dans leurs manifestations, tous les combats que ce peuple a menés et toutes les victoires qu'il a obtenues de sorte que ni la dictature ni tous les gouvernements qui l'ont suivie ont eu une minute de répit. Quand les Argentins crient « El pueblo unido jamás será vencido » il ne s'agit pas d'entonner un simple slogan. L'unité fait partie de leurs valeurs. La classe moyenne

appauvrie défile à côté des *piqueteros* qu'elle considérait si dangereux et méprisables peu de temps avant. La réalité a démontré qu'elle risquait elle aussi de se retrouver dans l'indigence, qu'elle aussi pouvait faire partie des « negros » et que le seul moyen d'éviter le déclassement si redouté était de se battre comme le faisaient depuis longtemps les plus démunis. La réalité leur a fait comprendre qu'il n'y avait qu'un seul peuple et un seul combat. C'est le moment de reprendre le rôle principal, d'être protagoniste.

La voix off du réalisateur scande également une à une toutes les catégories socioprofessionnelles qui ont participé aux luttes, accompagnée par le son permanent des tambours, qui martèlent chaque mot. La crise a réussi à rassembler tous les groupes sociaux.

Les Argentins se sont battus avec les moyens du bord. Le son des tambours, des casseroles vides, ou celui produit par les coups de marteau donnés sur les fourgons blindés symbole des banques et du dépouillement des épargnants et des retraités, ont accompagné leur indignation et ont donné à leurs luttes un caractère festif. Si parfois tel n'est pas le cas, c'est parce que les gouvernements ont voulu les faire taire par la répression. Alors les images qui occupent l'écran montrent les Argentins révoltés aux prises avec la police en décembre 2001. C'est une contestation qui oppose le peuple armé de pierres et de casseroles à la force de répression bien armée, entraînée et prête à en découdre, voire tuer, comme elle va le prouver par la suite. Le narrateur a conclu son récit, désormais il restera silencieux jusqu'à la fin.

La fin de cette histoire a lieu le 21 décembre quand les Argentins qui ont envahi les rues expriment leur joie car le président de la Rúa a annoncé sa démission. Lui non plus n'a pas pu faire fléchir son peuple. En effet, c'est le président qui a été obligé de partir, de déguerpir avons-nous envie de dire et par hélicoptère depuis le toit du palais présidentiel, il ne pouvait pas emprunter les rues. Son départ met en évidence la fracture entre le peuple et ceux qui le gouvernent, la légitimité du système politique traditionnel.

Le hall du palais présidentiel désert dont le silence et le vide sont soulignés par un travelling lent et une musique langoureuse, est le contrepoint éclatant de l'animation de la rue. Les Argentins ne sont pas prêts à accepter le réel qu'on a imaginé pour eux.

Une dernière remarque avant de conclure, nous n'avons trouvé aucune critique mettant en cause la véracité de l'information utilisée par Solanas dans son documentaire. Nous avons pu constater beaucoup de coïncidences avec la bibliographie spécialisée, en particulier économique, que nous avons consultée sur cette période de l'histoire argentine.

Enfin, rappelons que le président en exercice jusqu'au 30 décembre 2001, Rodríguez Sáa avait déclaré le *default* sur une partie de la dette du pays. Cette mesure détonnait dans le panorama politique car tous les gouvernements précédents avaient fait du paiement de la

dette une priorité au prix d'innombrables sacrifices pour les Argentins. La décision de Rodríguez Saa a été validée par les présidents suivants. Pour le pays les premiers temps furent très difficiles, l'Argentine n'avait plus accès aux prêts internationaux. Cependant, quand l'Europe de 2012 se trouve assaillie par ses dettes, l'Argentine semble renouer avec la croissance économique.

Il faut remarquer que *Memoria del saqueo* est un pari audacieux de la part de Solanas car il n'est pas évident de mettre en perspective une période de l'histoire si proche. Solanas met en évidence des images de la réalité argentine que les médias traditionnels ne montraient pas souvent à l'époque.

Le réalisateur propose une réflexion sur cette terrible période vécue par l'Argentine ; et, comme l'indique son titre, il veut récupérer la mémoire et rappeler au peuple argentin, et pourquoi pas aux autres peuples, que rien n'est jamais définitif si le peuple, par ses luttes, s'en mêle. Ce documentaire se veut également un hommage « a los que resistieron en estos años, a su dignidad y coraje ».

L'image finale d'un enfant qui, poing fermé, lève le doigt majeur ne laisse, d'ailleurs, de place à aucun doute sur ce qu'il veut dire, on voulait nous faire disparaître et voilà que nous sommes toujours là. Il est bien évidemment l'image des victimes de la crise, mais il est également l'image de cette Argentine qui lutte.

L'usage de la caméra, le découpage des plans, le choix de la proximité ou de l'éloignement de l'objet regardé, le décalage entre certaines images et les propos soit de la voix off soit des témoins nous rappellent que nous sommes en présence d'une œuvre artistique. Le réalisateur ne se contente pas de mettre son art au service de la thèse défendue par ce film mais il prend soin, par le montage également, de montrer que les deux se complètent et se mettent en valeur réciproquement.

En 2012 l'Argentine était au centre de l'attention mondiale. La question qui se pose est de savoir si sans la déclaration du *default*, de la faillite, le pays aurait pu s'en sortir et renouer aujourd'hui avec la croissance.

Quant à nous qui ne sommes pas économistes, nous pensons que l'exemple argentin et les réflexions de *Memoria del saqueo* peuvent nous permettre de penser qu'il existe d'autres solutions à la situation actuelle en Europe qui s'éloignent de celles proposées aujourd'hui.